

Remontées mécaniques

Les stations de ski affrontent un nouvel hiver de tous les dangers

Fréquentation et recettes sont en baisse constante depuis des années. Le Valais tente de réagir. Enquête

Patrick Monay

«La neige est enfin là. Tout n'est pas perdu.» Arthur Clivaz, président des Remontées mécaniques du Valais (RMV), refuse de partager l'alarmisme de l'association faîtière nationale, qui évoquait cette semaine un recul de 11,1% du chiffre d'affaires des entreprises de transport par câble en décembre. «Attendons la mi-janvier, puis les vacances de février, pour les bilans chiffrés. Si la météo est favorable, nous pourrions rattraper notre retard par rapport à l'hiver dernier, qui avait été marqué par des week-ends pourris.»

Il n'empêche. Les saisons médiocres, voire désastreuses, se succèdent pour la majorité des 40 sociétés de remontées mécaniques valaisannes. Au terme de l'hiver 2014-2015, elles affichaient une baisse de fréquentation moyenne de 3,8% par rapport au précédent exercice – déjà qualifié de faible. La dernière excellente saison hivernale remonte à 2008-2009, comme dans tout le pays (lire ci-dessous). Une érosion que le faible enneigement n'explique qu'en partie, rappelle Arthur Clivaz: «Nous souffrons surtout du franc fort, qui retient la clientèle étrangère. Il y a six ans, l'euro valait encore 1 fr. 60, contre 1 fr. 10 aujourd'hui. Il est très difficile de s'adapter.»

De Torgon au Haut-Valais, les chiffres rouges sont déjà souvent une réalité. Nax, qui n'a pas les moyens d'investir dans l'enneigement mécanique, a tourné à perte l'hiver dernier. Crans-Montana aussi. Tout comme les installations d'Arolla et d'Evolène, sous perfusion depuis quinze ans. La Commune d'Evolène a épongé leurs déficits en versant près de 700 000 francs, avant de voter des subventions pour tenter de garantir leur fonctionnement pendant les trois années à venir.

Autre exemple significatif: Télé Anzère accusait l'an dernier un cash-flow négatif et une perte comptable après amortissements de 1,5 million, pour un chiffre d'affaires de 4,3 millions. Seuls un report de certains remboursements et un prêt communal lui ont permis d'éviter l'insuffisance de liquidités. «Pour réaliser nos futurs investissements, il faudra augmenter notre capital-actions (ndlr: en mains communales à hauteur de 35%) et compter sur le soutien du Canton», relève Albert Bétrisey, président de cette société forte de 75 collaborateurs en hiver.

Un milliard à investir

La branche est aujourd'hui à bout de souffle. Une étude des RMV évalue à 1 milliard les investissements nécessaires pour moderniser le parc existant et compléter l'enneigement mécanique. «Nous avons pris beaucoup de retard sur nos concurrents des régions voisines, mieux soutenues par les pouvoirs publics», souligne Arthur Clivaz. Reste à voir si le Valais est prêt à intervenir. Un projet de loi censé entraîner des dépenses de 270 millions de francs sur dix ans, plus 200 millions sous forme de



Le secteur des remontées mécaniques souffre du franc fort et du manque de neige (ici à Nendaz). Les entreprises valaisannes espèrent être bientôt mieux soutenues par le Canton. Une loi ad hoc sera en discussion ce printemps. KEYSTONE

En Suisse

Moins de clients Durant l'hiver 2014-2015, les domaines skiables suisses ont totalisé 22,6 millions de journées-skieurs, contre 29,3 millions en 2008-2009. La baisse atteint presque 20% sur dix ans. Le Valais capte environ 30% des parts de marché. Avec 50 millions de journées-skieurs chacune, la France et l'Autriche restent, de loin, les plus gros marchés du ski dans les Alpes. La fréquentation y est restée stable ces dix dernières années.

Moins de recettes

Les remontées mécaniques suisses ont généré 709 millions de francs de recettes cumulées l'hiver dernier. Contre 885 millions en 2008-2009. Selon l'association faîtière nationale, un tiers des sociétés ne survit désormais que grâce aux deniers publics. Un autre tiers dépend partiellement des prêts ou d'autres fonds des pouvoirs publics. Seul un tiers parvient à se financer de manière entièrement indépendante.

Activités annexes en hausse

En tenant compte des revenus réalisés en été et de ceux provenant de l'hôtellerie et de la restauration, le chiffre d'affaires global des sociétés de remontées mécaniques suisses atteignait 1,28 milliard de francs en 2014. Si le transport de personnes en hiver diminue, la part due au tourisme estival et aux activités annexes ne cesse de prendre de l'importance, selon la faîtière.

Salariés La branche emploie plus de 15 400 personnes en Suisse. P.M./ATS

cautionnement, sera soumis ce printemps au Grand Conseil.

Le mécanisme envisagé prévoit des subventions à fonds perdu, des prêts et le remboursement d'une partie des coûts de l'énergie. Mais pas question «d'arrosier» tout le monde: priorité sera donnée aux sociétés dégageant un chiffre d'affaires supérieur à 2 millions et une marge annuelle suffisante. «L'objectif est d'encourager les entreprises à se structurer de manière optimale, à collaborer et à fusionner quand cela est possible, pour retrouver le chemin de la rentabilité», explique Eric Bianco, chef du Service cantonal du développement économique. Quid des plus petites entités, non rentables mais considérées elles aussi comme des piliers de l'économie locale? «Si les

autorités communales s'engagent à les soutenir, l'Etat entrera en matière pour une aide.»

«Véritable choix politique»

Dans un contexte budgétaire tendu, la bataille s'annonce rude au parlement. «La question posée, tant au niveau cantonal que local, est un véritable choix politique, insiste Arthur Clivaz. Quel tourisme voulons-nous en Valais?» Au total, les RMV pèsent environ 320 millions de recettes – dont un bon tiers est réalisé par les seules stations de Zermatt et de Verbier. De plus, selon la faîtière, chaque franc versé pour le ski rapporte 8 francs aux autres acteurs touristiques. Des retombées indirectes qui, par exemple, ont récemment poussé la Commune de Chalais à injecter plu-

sieurs millions dans la construction de la nouvelle télécabine de Vercorin.

A l'inverse, des sociétés de remontées mécaniques à l'agonie ont tiré la prise, notamment au Grand-Saint-Bernard, à Ermen et à Oberwald. Ce scénario pourrait se reproduire, à terme, dans d'autres régions en situation précaire, analyse Eric Bianco. A Anzère, Albert Bétrisey pense que le salut ne passera pas uniquement par une loi cantonale, mais aussi par la construction de «lits chauds». Il compte beaucoup sur des investisseurs autrichiens qui projettent de bâtir un hôtel branché de 150 chambres au pied des pistes. «C'est le complément idéal pour nous amener davantage de skieurs.» L'heure des choix a sonné, en effet.

«Je ne vois pas d'alternative au ski»

● **Le ski est en perte de vitesse. Vaut-il encore la peine de vous battre?**

Je ne vois pas d'alternative qui puisse attirer autant de monde, donc faire vivre les commerces et maintenir des emplois.

Mais le nombre de journées de ski ne cesse de baisser. Le vacancier qui skie sept jours sur sept, c'est fini...

C'est vrai, mais la demande reste très importante. On ne la crée pas! Et puis, avec les installations actuelles, vous faites autant de ski en trois heures qu'en une journée il y a vingt ans. Les stations doivent développer d'autres offres pour leurs hôtes.

Et vous, que faites-vous pour innover?



Arthur Clivaz
Président
des Remontées
mécaniques
du Valais

Nos efforts doivent aller en direction de la jeunesse, pour inciter les enfants à découvrir et apprécier le ski. Et nous devons moderniser nos infrastructures.

Le réchauffement climatique ne condamne-t-il pas certaines stations?

En Suisse, où l'on peut skier entre 1500 et 3000 m d'altitude, nous sommes mieux lotis que l'Autriche ou l'Allemagne.

Les collectivités qui portent à bout de bras leurs remontées

mécaniques ne pourront pas toutes continuer...

Espérons que l'Etat leur donnera un signal en s'engageant davantage. Mais c'est vrai que nous sommes à la croisée des chemins. Certaines communes chercheront d'autres activités économiques. Le hic, c'est que l'on n'a pas encore vu de start-up s'installer au fond du val d'Hérens...

Et le potentiel touristique de l'été?

Les destinations peuvent mieux l'exploiter. Mais les randonneurs et les vététistes n'empruntent pas forcément les installations mécaniques. Le chiffre d'affaires que nous réalisons en été reste faible (ndlr: 22% en moyenne suisse). Pour nos sociétés, cela ne remplacera jamais le ski.

Le public défend les émissions religieuses

Plus de 23 000 personnes ont signé une pétition pour appeler la RTS à renoncer à ses coupes. Celle-ci campe sur ses positions

Le projet de réduction des programmes religieux de la RTS provoque une mobilisation importante. Depuis le 23 novembre, plus de 23 000 personnes ont signé la pétition «Soutenons RTSreligion» afin d'inciter la RTS à renoncer aux coupes dans ce secteur. Cette pétition était le moyen «de prendre la mesure du sentiment public. Et l'écho rencontré dépasse toutes nos espérances», souligne Jean-François Mayer, historien des religions et membre du comité qui a lancé la pétition.

Pour les pétitionnaires, la décision de la RTS est précipitée. La conseillère nationale Ada Marra (PS/VD) a ainsi estimé qu'il aurait d'abord fallu attendre le débat prévu prochainement au parlement sur la place du service public. Le conseiller national Jacques-André Maire (PS/NE) pointe du doigt la forme et la manière «très discutables» dont la décision a été prise. Il a ainsi regretté que les partenaires de longue date de la RTS que sont les portails Cath-Info et Médias-pro, qui contribuent à hauteur de plus de 1,2 million de francs par an à RTSreligion, n'aient pas été consultés.

La RTS prend note de la pétition mais ne change pas de cap. «C'est un beau score, reconnaît le directeur des programmes, Gilles Pache. Mais cela ne change rien aux attributions budgétaires dont nous disposons.» La RTS doit en effet économiser 11,4 millions entre 2016 et 2018, dont près de 7 millions dans les programmes. J.MT/ATS

Une femme missionnaire enlevée au Mali

La Bâloise Béatrice Stockly avait déjà été victime d'un rapt en 2012

Des hommes armés ont enlevé la missionnaire suisse Béatrice Stockly, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Tombouctou, dans le nord-ouest du Mali. Selon une source locale, ils ont frappé à sa porte et l'ont emmenée avec eux. Le Département fédéral des affaires étrangères est en alerte. Sa représentation sur place est en contact avec les services publics locaux. Cet enlèvement n'a pas encore été revendiqué. Il survient après l'assassinat, à la mi-décembre, dans la même ville, de trois personnes, dont un journaliste de la radio chrétienne qui émet depuis Tombouctou.

Béatrice Stockly vivait à Tombouctou, où elle avait déjà été enlevée en avril 2012 par des djihadistes. Elle avait été libérée peu après grâce à une médiation du Burkina Faso, qui a toujours démenti avoir payé une rançon. Béatrice Stockly avait alors refusé de quitter la cité baptisée «la Perle du Désert». Cette chrétienne militante était très impliquée dans les actions sociales au Mali.

Des nombreux étrangers enlevés ces dernières années au Mali par des groupes djihadistes, seuls deux restent officiellement en captivité. ATS